

# CHAPITRE 4

## La place du local dans l'économie d'après-crise

Séance présidée par

**Pascal Allizard,**

*président du CNER, président de Calvados Stratégie,  
vice-président du conseil général du Calvados, maire de Condé-sur-Noireau*

Animée par

**Nicolas Rossignol,**

*journaliste*



# CHAPITRE 4



## Nicolas Rossignol

*Pascal Allizard, on parle d'« après-crise ». Croyez-vous vraiment que nous sommes dans l'après-crise ?*

## Pascal Allizard

*Président du CNER*



Quand nous avons envisagé le sujet de cette conférence il y a maintenant un an, tout laissait penser que nous abordions l'après-crise. Les événements récents nous montrent qu'une deuxième vague arrive. Ce n'est vraisemblablement pas une autre crise parmi d'autres, mais une crise dont nous ne sortirons pas les uns et les autres intacts. Je crois donc que réfléchir à ce que sera l'après-crise est absolument nécessaire. Comment s'en sortir ? Probablement pas par des recettes traditionnelles, mais par de l'innovation, de la réflexion, par tout un nombre de travaux qui se font sur le terrain, dans les entreprises, dans les agences de développement

économique. Je crois que nous ne pourrons pas faire l'économie d'une réflexion globale sur notre système économique.

## Nicolas Rossignol

*Qu'attendez-vous de ce débat ? Pourquoi avoir invité Guy Sorman et Paul Jorion ?*

## Pascal Allizard

Il a toujours été dans la tradition des congrès du CNER d'ouvrir le congrès par une table ronde de très bon niveau. Nous avons souhaité avoir des avis de personnalités extrêmement différentes et reconnues dans leur domaine pour poser les fondamentaux de ce congrès et voir dans quel environnement nous évoluerons demain.

## Une accumulation de crises

### Nicolas Rossignol

*Paul Jorion, vous avez été, et c'est reconnu par tous, l'un des premiers à annoncer en 2007 la crise des subprimes, dans un ouvrage intitulé Vers la crise du capitalisme américain. Comment avez-vous senti cette crise ?*

### Paul Jorion

*Anthropologue, chroniqueur au Monde Économie*

Je travaillais dans l'industrie du *subprime* depuis 1998. Mon premier emploi aux États-Unis était dans une entreprise qui faisait ce qu'on appelait à l'époque des crédits C & D, qui renvoyait au système de notation (*rating*) A, B, C, D des entreprises. On ne les appelait pas encore « *subprimes* ». C'est venu

un peu plus tard, en lien avec les instruments de mesure qu'on utilisait pour savoir si un emprunteur allait rembourser ou non le crédit qu'on lui accordait. Il n'y a donc pas de miracle à ce niveau-là. Le livre que j'ai écrit en 2004-2005, qui a attendu deux ans avant d'être publié, parce que personne ne s'intéressait à l'idée d'une crise des *subprimes* en 2005, c'est le résultat de conversations avec des collègues essentiellement.

**Nicolas Rossignol**

*Les crises succèdent aux crises. Est-on arrivé aux limites de notre système économique ? Ou est-ce une crise comme les autres ?*

#### Une crise du crédit classique

**Paul Jorion**



À un premier niveau d'analyse, c'est une crise de type déjà connu. C'est une crise du crédit. Ce sont des crises qui ont pris leur départ en 1929 et en 2008 aux États-Unis. Pourquoi ? On constate qu'il y a, à ce moment-là, une concentration du patrimoine tout à fait extraordinaire. On en connaît la dynamique. Nous sommes dans un système capitaliste et, en général, l'argent dont ont besoin les entreprises doit être trouvé ailleurs. Les États empruntent et les salaires stagnent, voire baissent, en euros constants. Les ménages doivent alors se tourner vers des crédits, ce qui pose deux problèmes. Le premier, c'est que les sommes empruntées devront être remboursées. Ce qui devient problématique lorsque le crédit vise à compenser des salaires insuffisants... Sans parler du fait que le crédit s'associe avec de l'intérêt. Juste un chiffre : 5,5 %. C'est le taux auquel le versement

d'intérêts sera égal à la somme empruntée dans le cas d'un emprunt hypothécaire classique, aux États-Unis, pour une maison sur 30 ans. On se trouve dans des situations où les ménages n'ont pas l'argent immédiatement pour acheter ce qu'ils veulent, mais où ils vont devoir doubler le montant de leur salaire à venir pour rembourser ces sommes. Celui qui a un capital, celui qui peut se permettre de prêter de l'argent aux autres et qui reçoit en échange des taux d'intérêt, aura encore plus d'argent qu'il peut prêter. Les autres sont dans une situation de plus en plus difficile et ce n'est donc pas par hasard si en 1929 et en 2008 se produisent des grandes crises du crédit. Que se passe-t-il alors ? Les gens ne peuvent plus payer.

Quand les gens ne peuvent plus payer la banque, et que la banque est en situation difficile, on la sort d'affaire, comme récemment ; les banques tombent au fond d'un trou, et les États viennent à leur rescousse. Ils descendent dans le trou et leur disent : « Montez sur mes épaules, je vais vous aider à sortir du trou ». Une fois que les banques sont sorties, elles disent : « Merci beaucoup », et l'État est au fond. C'est la situation dans laquelle nous nous trouvons au niveau de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal. Maintenant, ces pays-là, qui sont au fond du trou, nous appellent et nous disent : « Venez nous aider ». Nous allons descendre au fond du trou, nous allons les en sortir, et c'est nous qui y serons.

#### Épuisement des ressources et complexité

Il s'agit donc là d'une crise du crédit classique. Mais le problème, c'est que nous sommes également au sein de deux autres crises. La première est une crise très générale liée à l'essence même de notre espèce sur la planète. Nous sommes ce que les biologistes appellent une espèce colonisatrice, qui envahit son environnement, qui l'exploite jusqu'à épuisement des ressources, et qui se tourne ailleurs, comme les lemmings. Or, nous avons épuisé notre environnement et peut-être aussi endommagé notre climat – nous ne le savons pas encore mais c'est possible.

La deuxième crise, qui à mon sens est la plus importante, est une crise de la complexité. Nous faisons des choses de plus en plus complexes et nous nous retrouvons dans des situations où nous avons confié à l'ordinateur de grandes responsabilités, comme de savoir quelle est la solidité des produits financiers que nous utilisons. Nous ne savons plus exactement la mesurer comme ils le font et nous leur faisons confiance. Au niveau des marchés financiers, nous le voyons tous les jours : ce sont

des ordinateurs entre eux qui font monter le prix ou baisser le prix des matières premières, même s'il y a des spéculateurs qui leur ont donné des instructions. Nous vivons dans un monde qui est à ce point complexe que nous ne pouvons plus raisonnablement, dans un comportement rationnel, savoir exactement quelle sera la conséquence de nos actes, parce qu'il y a tellement d'interactions que nous ne pouvons plus prendre de décisions rationnelles.

Nicolas Rossignol

*Faut-il comprendre que l'on a perdu le contrôle de la finance ?*



## NOUS VIVONS DANS UN MONDE À CE POINT COMPLEXE QUE NOUS NE CONNAISSONS PLUS LA CONSÉQUENCE DE NOS ACTES



Paul Jorion

Il va falloir revenir en partie sur cette complexité. Je ne parle pas nécessairement de décroissance, mais il faut qu'à nouveau nous puissions connaître les conséquences de nos comportements. Sinon, nous sommes perdus. Et pour le faire, il faut que nous déconnexions l'ordinateur à un certain niveau. Il faut que nous l'empêchions de faire monter le prix du pétrole, de le faire baisser le lendemain, d'assassiner les producteurs de cacao... Il ne faut pas fermer les bourses. Elles sont très utiles, les marchés d'obligations à terme sont très utiles, mais il faudrait leur demander de fixer un prix une fois par jour au maximum.

Nicolas Rossignol

*Guy Sorman, comment percevez-vous la situation ?*

**Pas d'économie sans crise**

Guy Sorman

L'économie étant un objet complexe, on peut le prendre un peu par n'importe quel bout. Paul Jorion

le prend par un bout, et je le prends par un autre bout. Ce qui m'a beaucoup intéressé dans les différents discours introductifs, c'est l'histoire de ce monsieur Ratier, qui invente une hélice devenue un objet mondial. Il fonde une industrie locale mais aussi universelle. Ce que je veux dire par là, et je reviens de manière plus générale au sujet et à ce qui vient d'être dit, c'est que premièrement, je ne sais pas ce qu'est une économie sans crises. Si on regarde l'histoire de l'économie marchande depuis mille ans, l'économie va de crise en crise. Pourquoi ? C'est la faute de M. Ratier. En effet, l'économie se développe parce que vous avez des inventeurs. L'économie moderne est fondée sur l'innovation. Vous avez des inventeurs qui réussissent, comme M. Ratier, qui créent une industrie nouvelle, et vous avez des innovateurs qui ratent, en particulier dans le monde financier, et qui créent de grandes catastrophes. Il faut donc toujours avoir à l'esprit que le moteur du développement économique, ce qui assure notre mieux-être, c'est l'innovation, et très précisément l'innovateur. Il faut toujours revenir à cela et à la manière dont on peut favoriser ou ne pas favoriser l'innovation et l'innovateur.



Je ne dis pas que la crise actuelle est insignifiante, ce n'est certainement pas mon avis, je dis simplement que toute économie est fondée sur l'innovation, et que celle-ci conduit à l'accident. Les seules économies sans crises sont les économies qui n'innovent pas et qui sont stagnantes, par exemple les économies fermées, les économies primitives. Donc je veux relativiser cette notion de crise. Une économie sans crise, personne ne sait faire.

Ensuite, sur les aspects particuliers de cette crise. L'accent a été mis sur la spéculation financière, les marchés, la position des banques, etc. Il est très clair que le facteur principal derrière tout cela, c'est que nous n'avons pas réussi, et cette crise le montre, à ajuster la relation respectivement entre l'économie marchande et la puissance publique. L'économie ne peut se développer que si les États sont organisés, le droit prévisible, les règles connues et simples, et si l'entrepreneur peut faire son métier d'entrepreneur. La difficulté se situe toujours à la frontière. Il est évident que depuis au moins une trentaine d'années, cette frontière est devenue très instable.

Paul Jorion parlait de la spéculation immobilière aux États-Unis. Il faut quand même se souvenir que c'est à partir du moment où – et cela a commencé dans les années 1930 – les présidents américains ont décidé que tout Américain avait le droit de devenir propriétaire même s'il n'en avait pas les moyens, que s'est développée une bulle spéculative. Si vous prêtez de l'argent à des gens qui ne peuvent pas rembourser, évidemment à un moment vous avez un accident. Et je dis que cette crise spéculative immobilière, vous la retrouvez dans tous les domaines, en France ou en Grèce aujourd'hui. Les États recrutent dans la fonction publique, se lancent dans des infrastructures, accueillent les Jeux Olympiques alors qu'ils n'en ont pas les moyens. Le court-termisme détruit la frontière entre ce qui appartient à l'économie privée et ce qui appartient à l'économie publique. Et la leçon pour moi de la crise, ce n'est pas la démondialisation, qui dans le cas d'un pays comme la France ne fait vraiment pas sens, ce n'est pas le repli sur soi, ce n'est pas le suicide, ce n'est pas de réagir à l'excès, mais plutôt de réfléchir à ce que doit être la juste frontière entre l'État et le marché. Si l'État est imprévisible, le marché est paralysé. C'est la situation à laquelle nous sommes confrontés et qui n'est pas insoluble.

## Interdire la spéculation et favoriser la vertu

Nicolas Rossignol

*Paul Jorion, vous appelez à une interdiction de la spéculation. Pourquoi ? Vous réclamez également la rédaction d'une Constitution économique : en quoi consisterait-elle ?*

**Paul Jorion**

Dès que l'on parle de la spéculation, des gens disent : « La spéculation a toujours existé. Pourquoi s'en préoccuper maintenant ? » La réponse immédiate, c'est que la spéculation n'a pas toujours existé, au contraire de la tentation de la spéculation. Le premier édit qui interdit la spéculation en France date de François I<sup>er</sup>. Et elle fut interdite dans l'ensemble des pays européens, en Amérique du Sud, etc., jusqu'aux environs des années 1860. C'est ensuite sous l'influence des lobbies, des milieux d'affaires que, petit à petit, cette interdiction a été levée. Les attendus des lois qui abrogent ces règles existantes sont très intéressants parce qu'ils montrent la confusion entre plusieurs notions. Elle est due à un manque de compréhension du système.

Si les salaires stagnent, s'il est de plus en plus difficile aux ménages d'acheter des biens, s'ils doivent recourir de plus en plus au crédit, il devient du côté des investisseurs, de ceux qui disposent de capitaux, beaucoup plus difficile de placer leur argent de manière à soutenir l'industrie. Pourquoi ? Parce que le pouvoir d'achat baisse du côté des ménages. En conséquence, on arrive à des situations où il y a énormément de capitaux, en particulier en période de concentration du patrimoine, qui ne savent pas où aller se placer. Leur problème n'est pas nécessairement d'essayer de s'accroître, le problème quand on gère un capital, cela peut être simplement, et c'est le cas dans la plupart des pays, de le protéger contre une dépréciation. On va alors mettre ce capital dans des paris, qui vont se faire entre deux parieurs, dont l'un va gagner et l'autre va perdre à l'issue du pari.

Ces paris sur l'évolution des prix, sur les fluctuations de prix, sont spécifiquement ceux qui étaient interdits par l'article 421 du Code pénal en France, abrogé en 1885. Ces paris sont-ils innocents ? S'agit-il uniquement de la banque Goldman Sachs qui fait un pari avec la Deutsche Bank, et que l'un va perdre et l'autre va gagner, et ce sera un simple transfert de monnaie ? Non, car il s'agit de paris ancrés sur l'économie. En janvier 2008, le prix du baril de pétrole est à 45 dollars. Le 11 juillet de la même année, il est brièvement dans la journée à 147,50 dollars, c'est-à-dire plus qu'un triplement. On vous dit : « C'est l'offre et la demande ». Non, parce que tout le monde savait, début 2008, qu'il y avait une récession, et une baisse de la demande sur le pétrole. Et il y avait un certain nombre de personnes apeurées de voir le dollar perdre de la valeur. Un très grand nombre de spéculateurs sont alors allés se placer sur ce mar-



ché des matières premières, où ils ont fait monter le prix du pétrole. Pourquoi ? Parce que le spéculateur veut développer une tendance, parce que le spéculateur est quelqu'un de raisonnable, voulant acheter bon marché et revendre très cher. Entre les 147 dollars du mois de juillet et les 45 dollars du mois de janvier, il y avait des affaires à faire. Par exemple, Citygroup a gagné énormément, au point qu'un de ses traders, Andrew Hall, a eu droit à une prime de 200 millions de dollars. Il ne l'a pas reçue car cela a fait scandale. Mais qui aurait payé ? Et qui, de toute manière, a payé la banque Citygroup pour l'argent qu'elle a gagné, qui était en fait un milliard de dollars ? C'est vous et moi, à la pompe.

Une commission d'enquête sur le prix du pétrole a été créée au Sénat américain – sur demande du Pentagone, qui gère d'immenses réserves de pétrole – et a auditionné des spéculateurs. N'aimant pas ce type de publicité, ces spéculateurs se sont retirés de leurs positions, et le prix du pétrole est retombé aux environs de 36 dollars. Mais l'effet est alors inverse. Ce que l'on vendait aux spéculateurs, c'était des paniers dans lesquels il n'y avait pas que du pétrole, mais aussi des céréales, des métaux, du coton, du café, du cacao, etc. Or, le prix retombe tellement bas qu'il passe en dessous du prix de revient du petit agriculteur de coton, de café, de cacao..., qui est tué à l'arrivée. Un certain nombre de start-up, de petites et moyennes entreprises, s'étaient créées parce que le prix du pétrole montait et qu'il était important à ce moment-là de se lancer dans le développement durable, dans les énergies renouvelables. Ces entreprises ont été balayées également.

La spéculation joue également sur la dette des États, elle enfonce les États.

**Nicolas Rossignol**

*Et en ce qui concerne l'appel que vous faites pour la rédaction d'une Constitution économique ?*

**Paul Jorion**

La justification d'une Constitution ou de l'équivalent d'une Constitution, c'est qu'en 2008, il y a eu un effondrement du système financier. Le système éco-

nomique tombe à la suite. On a dit aux financiers : « Il faut que vous ayez des comportements plus moraux ». Mais une entreprise qui se dirait : « Je vais moraliser mon comportement » sera aujourd'hui, du simple fait de ce comportement, désavantagée dans le cadre dans lequel nous sommes. Le comportement vertueux est puni à tous les niveaux, au niveau de la banque, des entreprises, etc., parce que notre système est à ce point complexe qu'il désavantage celui qui veut suivre les règles. Ce n'est pas par une réforme individuelle de l'entrepreneur, du dirigeant d'entreprise, de l'ouvrier, que nous allons changer les choses. C'est par le changement du cadre dans lequel nous sommes. Il faut absolument que ce cadre encourage le comportement vertueux, celui qui agit pour la collectivité dans son ensemble.

**Nicolas Rossignol**

*C'est cela la Constitution économique ? Ce serait des règles faites pour tout le monde, des Chinois aux Américains en passant par les Européens ?*

**Paul Jorion**



Exactement. Au moment où Robespierre est conspué par l'assemblée autour de lui, qui crie : « Tyran ! Tyran ! », Saint-Just se trouve à côté de lui. Il a un discours sur les institutions où il dit exactement ce que je viens de dire. Il explique que ce n'est pas en prônant la vertu qu'on y arrivera. Il faut qu'il y ait un cadre dans lequel la vertu soit encouragée. Il prononce quelques phrases et ne terminera jamais son discours : il sera décapité le lendemain. Il avait compris, un peu tard, qu'on ne peut pas demander



**IL FAUT QU'IL Y AIT UN CADRE DANS LEQUEL LA VERTU SOIT ENCOURAGÉE**



aux gens de se réformer individuellement si cela provoque pour eux un désavantage dans le cadre tel qu'il est. Il faut changer le cadre pour que le comportement vertueux soit récompensé.

### Nicolas Rossignol

*Guy Sorman, la seule réponse qu'entendent les simples citoyens aujourd'hui est celle de l'austérité, comme en Grèce, celle de la baisse brutale des dépenses publiques. Qu'en pensez-vous ?*

### Guy Sorman

Je vais répondre sur l'austérité tout en revenant un instant sur cette idée de Constitution économique. C'est un point sur lequel la plupart de ceux qui travaillent sur l'économie sont à peu près d'accord : la querelle commence au moment de la rédaction de la Constitution. Pour moi, il n'y aurait pas de préambule sur la vertu et la morale, parce qu'il faut laisser cela aux prêtres. Une Constitution économique doit simplement ériger des règles. Et nous allons dans ce sens. La création par exemple d'une monnaie européenne est un élément institutionnel. On a retiré la monnaie aux gouvernements nationaux parce qu'ils ne la géraient pas très bien et on l'a confiée à une organisation indépendante de manière à ce que la monnaie ne soit pas manipulée, que les prix restent stables et que les épargnants ne soient pas grugés. L'euro est donc un élément de la Constitution économique. Toutes les règles pour protéger la concurrence, qui d'ailleurs ne sont pas très bien respectées en France, sont un élément de la Constitution économique. Les accords européens qui prévoient un déficit maximum de 3 % du PIB pour les budgets publics participent d'une Constitution économique. L'ennui, c'est qu'elle n'est pas respectée. Une Constitution devrait faire en sorte que ses règles soient respectées. Le débat actuel sur ce qu'on appelle la « règle d'or » est un élément constitutionnel – d'ailleurs, je ne suis pas d'accord avec cette formulation car elle prévoit l'équilibre ; or, il suffit d'augmenter les impôts pour équilibrer un budget. Il vaudrait mieux une règle d'or qui plafonnerait la dépense publique à un certain pourcentage de la richesse nationale.

Pourquoi cette idée de Constitution ? Il y a une contradiction entre le monde de l'entreprise, qui a besoin de temps long – le temps de l'économie est long – et le temps de la politique, qui est très court. Quand un entrepreneur investit, il le fait avec un espoir de rendement à plusieurs années. D'une certaine manière, il faut avoir ce mur, qui ne sera

jamais infranchissable, mais un mur un peu plus solide, entre ce qui appartient à la politique, immédiate, et à l'économie, qui a besoin de temps. Donc l'idée de Constitution, c'est pour donner du temps à l'entrepreneur. C'est cela qui est important.

### Nicolas Rossignol

*Est-ce qu'on ne va pas revenir justement à encore plus d'austérité à travers une Constitution économique ?*

## Séparer dépôts et investissements

### Guy Sorman



Pourquoi parle-t-on d'austérité ? C'est un terme politiquement très chargé. Personne ne sait ce que cela veut dire mais on sait que ce n'est pas très sympathique. Si on utilise ce terme, c'est donc aussi avec des arrière-pensées politiques ou partisanses – nous sommes en période électorale. Il est tout à fait évident, et je reviens à ce que j'avais dit au préalable, que les États sont allés tellement loin dans l'intervention et la dépense publique, que l'entrepreneur est d'une certaine manière totalement déstabilisé, voire asphyxié. Ce qu'on appelle les politiques d'austérité sont en fait des politiques de retour à un équilibre plus normal entre ce qui appartient à la sphère publique et qui est tout à fait indispensable, de manière à restaurer de l'oxygène pour l'entrepreneur, pour que M. Ratier, tous les Ratier de l'Aveyron et d'ailleurs, retrouvent un peu d'oxygène.

Dans le même ordre d'esprit, je pense que ce n'est pas la spéculation qu'il faut interdire, parce que si vous interdisez la spéculation sur un produit, elle va se reporter sur un autre, sur les tulipes par exemple, comme aux Pays-Bas au XVII<sup>e</sup> siècle. Je crois qu'il faut réfléchir à un système bancaire qui a totalement mélangé deux métiers, ce qui n'était pas le cas autrefois : d'une part, le métier traditionnel de caisse de dépôts et de prêts aux entreprises et aux consommateurs ; d'autre part, celui de l'investissement et de la spéculation. Je serais partisan de restaurer la frontière, qui a à un moment existé, entre ce qui participe de la « spéculation » et ce qui participe de la relation normale d'une banque avec son client.

#### Nicolas Rossignol

*Pascal Allizard, est-ce que les agences de développement économique ne vont pas être les premières à payer les frais de l'austérité et de la baisse de la dépense publique ?*

#### Pascal Allizard



Il y aura forcément des conséquences. Dans le « tour de France » que j'ai engagé auprès des différentes agences, j'en ai déjà des exemples très divers : on observe des fusions, par exemple avec le comité départemental du tourisme à tel endroit, ou avec l'agence de l'innovation à tel autre endroit. Là, nous sommes dans des opérations de recherche d'éco-

nomies d'échelle dans lesquelles les collectivités se lancent. Dans certains cas, la décision est prise de supprimer purement et simplement l'agence de développement économique. Les collectivités territoriales ont des questions à se poser sur leur propre organisation. Néanmoins, et puisqu'on envisage la sortie de crise, il faut certainement être plus économe de la dépense publique et l'utiliser mieux. D'un autre côté, il faut essayer de conserver les moyens pour piloter la sortie de crise et réamorcer une phase de croissance qui, de toute façon, finira bien par arriver. Je crois que c'est un nouvel équilibre qu'il nous faut déterminer.

#### Guy Sorman

Il se trouve que j'écris chaque semaine depuis 1973 la *Lettre du maire*, et je constate que les collectivités locales sont globalement beaucoup mieux gérées que l'État. C'est un fait. D'une certaine manière, c'est parce qu'elles n'ont pas le choix, parce qu'elles ne peuvent pas être en déficit. Elles ont une obligation d'équilibre budgétaire, la règle d'or existe déjà pour les collectivités locales. Par ailleurs, il y a un contrôle immédiat par l'électeur-payeur. Je crois que plus de démocratie, plus de transparence, c'est aussi une manière de rétablir le juste équilibre entre la dépense publique et l'entrepreneur.

#### Nicolas Rossignol

*Paul Jorion, j'entends parler de délocalisation/relocalisation. Est-ce que le local est une des grandes solutions qui pourraient nous permettre de sortir de cette crise ?*

## Le travail, trop souvent facteur d'ajustement

#### Paul Jorion

Il faut d'abord comprendre la délocalisation. Le travail disparaît. On se dit qu'il doit être quelque part. Effectivement, on voit des usines qui se ferment dans nos pays et qui se reconstruisent ailleurs. La plus grande partie du travail qui disparaît, disparaît en réalité pour toujours. Je prends un exemple. Dans les entreprises, on a vu apparaître le traitement de texte sur des ordinateurs à partir du moment où la micro-informatique s'est répandue dans les entreprises. Est-ce que toutes les dactylos qui ont disparu se trouvent en Chine ? Bien sûr que non, il n'y en a



plus nulle part. Le travail s'est déplacé essentiellement parce qu'il diminue. Nous avons réussi en fait ce que nous voulions faire, c'est-à-dire à nous remplacer dans les travaux pénibles et ennuyeux par des machines. Ce qu'on avait imaginé, cependant, dans les années 1950, quand on imaginait l'an 2000, c'était un robot qui remplacerait une personne, qui irait dorénavant à la pêche, s'occuperait de ses petits-enfants, etc. Mais ce qu'il s'est passé, c'est que la personne remplacée par un robot dans une usine se voit remerciée. Bénéficie-t-elle d'une manière quelconque de son remplacement par un robot ? Non, parce que nous sommes dans un système où le bénéfice va très partiellement servir à faire baisser le prix du produit, mais va essentiellement être partagé entre l'investisseur et le dirigeant d'entreprise. On parle souvent du fait que les salaires des dirigeants des grandes entreprises ont été multipliés par dix, vingt, voire trente, sans se poser la question de savoir d'où vient cet argent. Il a été produit par la productivité accrue des gens qui continuent à travailler.

Quand le système a peur, comme à l'automne 2008, quand M. Sarkozy prononce un discours à Toulon, tout ce que je dis ici est dit. Mais il y a une différence, c'est que moi je n'ai pas la possibilité d'appliquer ce que je dis. Quand M. Sarkozy dit, à très juste titre : « C'est une crise du crédit et il faut rééquilibrer cela parce que les ménages n'ont pas assez de pouvoir d'achat », il a parfaitement raison. Quand trois ans plus tard, on instaure une politique d'austérité, que se passe-t-il ? Les salaires vont diminuer. Pourquoi ? Parce que, dans notre société, on considère non pas que le travail produit les marchandises, mais qu'il est un facteur d'ajustement dans la gestion des entreprises. Et quand il y a moins d'argent qui entre, on fait baisser les salaires. On évoque un problème d'offre et de demande, en se référant au cadre de la théorie économique classique. La limite, c'est celle de Malthus, qui est de dire qu'il faut payer au salarié le minimum nécessaire en omettant au passage que c'est le travail qui produit tout cela.

Il y a une seconde préoccupation à avoir : les produits, il faudra quand même bien que les gens les achètent, et pas uniquement à crédit, parce qu'on en a vu les limites. On ne peut pas résoudre la question de la localisation ou de la délocalisation sans se poser la question de savoir pourquoi les salaires sont établis au niveau où ils sont. Tant qu'on ne réfléchit pas à cette question-là, il y aura effectivement des délocalisations vers la Chine. Dès qu'on augmente les salaires en Chine – ce qui est en train d'arriver

parce que la Chine essaie de créer un marché intérieur –, cela a pour effet immédiat la délocalisation d'activités de la Chine vers le Vietnam ou l'Indonésie. C'est un processus infini, qui va vers le moins-disant en matière de paiement des salaires.



La difficulté, c'est que lorsqu'on augmente les salaires, au lieu de faire baisser les salaires extravagants des dirigeants des grandes entreprises, au lieu de diminuer les dividendes pour pouvoir le faire, on répercute immédiatement le prix des augmentations de salaires dans les marchandises, c'est-à-dire qu'on annule effectivement l'effet de cette mesure.

Dans le bus qui nous conduisait ici, une des personnes devant moi parlait d'un rapport qui prédisait : « La France, ce sera terminé dans dix ans ». C'est un rapport très officiel qui circule dans les milieux anglo-saxons. Personnellement, je ne crois pas que ce soit le cas, précisément parce qu'il reste de l'État. Mon père était haut fonctionnaire, et il avait le sens de l'État. Je suis sûr que beaucoup des personnes s'occupant de développement économique s'identifient à cette idée-là, au souci du bien collectif, à l'opposé de ce qu'on voit aux États-Unis, où quelqu'un qui était à la tête de Goldman Sachs devient ministre des Finances, puis retourne chez Goldman Sachs ensuite. Au niveau du régulateur américain, on voit des gens dont les décisions ne font sens que parce qu'on découvre ensuite qu'ils iront travailler avec telle ou telle compagnie. Parmi les choses qui restent, il y a ce sentiment du bien collectif. Ce sera cela qui, dans un pays comme la France, fera qu'on s'en sortira.



Mon père, comme je le disais, était haut fonctionnaire. Il a été associé aux débuts de l'Europe, sous la forme de la CEE, et à ce qu'on appelait le marché commun, le marché à Six. Il disait qu'on était en train de constituer une Europe des marchands, mais des marchands uniquement, sans s'occuper des citoyens. Je repense souvent à cette parole-là. Parce qu'en ce moment, on essaie de faire une Europe des citoyens, à marche forcée, sur des périodes de deux mois. J'espère qu'on y réussira, parce que sinon, nous sommes perdus.

Nicolas Rossignol

*Guy Sorman, vous avez écrit un ouvrage qui s'appelle L'Économie ne ment pas. Pouvez-vous nous en dire plus ?*

### L'identification à un territoire : une tendance lourde

Guy Sorman



Je n'ai pas écrit : « Les économistes ne mentent pas ». J'ai voulu montrer que, depuis que l'économie s'est constituée comme corpus à peu près indépendant, c'est-à-dire depuis le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle

## INVENTER OU REDÉCOUVRIR DES PRODUITS DE TERROIR : UNE TENDANCE FORTE



environ, un certain nombre de connaissances se sont accumulées, et il existe des erreurs qu'on ne commet plus. Grâce à ces connaissances accumulées, un certain nombre de pays qui vivaient dans une totale pauvreté ont réussi à échapper à la misère, en appliquant de bonnes politiques économiques. Il

s'agit là d'un triomphe de la connaissance économique. La raison pour laquelle le Brésil, la Chine, l'Inde sortent de la misère, c'est parce que les mauvaises politiques économiques ont été remplacées par des bonnes. L'économie n'est pas uniquement un sujet d'opinion. Je suis sûr qu'en prenant beaucoup de temps, je trouverais deux ou trois sujets d'accord avec Paul Jorion.

Je souhaiterais dire un mot sur la mondialisation : elle fait baisser les prix. Il ne faut quand même pas oublier que si nous avons tous dans nos poches des téléphones portables pas chers, c'est parce qu'ils sont assemblés dans trente pays différents. S'ils étaient franco-français, nous n'aurions pas de téléphone portable pas cher dans notre poche. C'est vrai pour nos voitures, nos écrans plats, nos vêtements, etc. C'est vrai pour tout. Il ne faut pas oublier cet aspect de la mondialisation, dont nous sommes, en tant que consommateurs, les bénéficiaires.

Deuxièmement, les salaires se tassent. Pourquoi ? En grande partie parce que nos populations vieillissent. Comme nous vivons de plus en plus âgés, les personnes âgées bénéficient de soins, de solidarité publique, et nous allons vers un transfert de la population active vers la population inactive. Ceci est un fait, et ne peut pas s'améliorer. Les salaires augmentent donc moins vite parce qu'il y a des gens comme moi qui atteignent un âge où, enfin, nous allons profiter de nos cotisations à la Sécurité sociale. Vous avez un transfert qui pèse sur les salaires, et il faut avoir cela à l'esprit.

J'en viens à votre question directe sur l'ancrage local. J'y crois beaucoup. Dans un monde où les produits sont très indifférenciés, chacun est à la recherche de repères – ce que l'on appelle des marques. De plus en plus d'objets ont des marques. Certains objets avaient quasiment disparu, comme le couteau de Laguiole, et renaissent parce qu'il y a un besoin de marques. C'est une tendance forte. Ce n'est pas la relocalisation, c'est parfois la redécouverte de certains produits du terroir ou l'invention de produits

artificiellement ancrés dans des territoires. Cela correspond à un besoin très profond de l'humanité, qui réagit à la banalisation mondiale par la nécessité de s'identifier à des marques, à des lieux et à des produits forts. C'est une tendance historique lourde sur laquelle il convient de surfer.

À propos de ce que vous avez dit, M. Jorion, sur l'Europe des marchands. Je rappelle quand même que l'Europe est un vieux rêve, que les hommes politiques et les diplomates s'y sont employés pendant un siècle et demi sans y parvenir, jusqu'au jour où Jean Monnet a eu l'idée absolument géniale de dire : « Faisons l'Europe des marchands, parce que ce sont des solidarités concrètes ». C'est par cette notion de solidarité concrète que l'Europe s'est faite. Cela a effectivement été une Europe des marchands, parce que toutes les autres Europe ont échoué. C'est à partir du moment où Monnet a réussi à imposer ces solidarités concrètes par l'échange que, petit à petit, on a pu rajouter les étages politiques et citoyens. N'oublions pas d'où nous venons car ce serait une trahison de l'Histoire et de la raison pour laquelle l'Union européenne est une réussite historique.

### Paul Jorion

Je voudrais réagir à propos de la notion de mondialisation. On confond un certain nombre de choses. J'ai dit que notre espèce était, du point de vue biologique, une espèce colonisatrice. Nous allons peut-être aller explorer les étoiles de cette manière-là. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis étaient un vaste espace où il y avait essentiellement des chasseurs-cueilleurs, c'est-à-dire des bandes de personnes, en général entre 50 et 85, qui étaient dispersées à la surface des États-Unis. Je crois qu'au total, il y avait 1 million d'habitants. Viennent à ce moment-là des immigrants qui sont des spécialistes de l'agriculture européenne, qui ont souvent été chassés par des épidémies dans les espèces qu'ils cultivent, comme la pomme de terre ou le raisin. Ils arrivent avec des techniques qui permettent d'utiliser un espace aussi grand que cela pour produire une agriculture qui produit extraordinairement. Nous avons colonisé, dans les deux sens du terme, l'Afrique, où il y a des ressources extraordinaires du point de vue minier. Nous les utilisons, nous les vendons, nous en faisons des produits. Est-ce que cela a une importance de savoir si cette colonisation, au sens général du terme, a eu lieu dans le cadre d'un système capitaliste, ou est-ce que n'importe quel système de distribution des revenus aurait fait la même chose ? Selon moi, n'importe quel système de distribution

des revenus serait arrivé au même résultat parce qu'il s'agit justement de problèmes techniques. C'est parce qu'un agriculteur tire davantage de la terre qu'un chasseur-cueilleur.

Quand on nous dit maintenant qu'on voit à présent tous les défauts du système capitaliste mais qu'il ne faut pas oublier qu'il nous a rendus très riches, c'est faux. Ce qui nous a rendus très riches, c'est le fait que nous avons utilisé, par des techniques plus développées, l'ensemble des ressources qui existaient sur la terre.

### Pascal Allizard

Simplement une remarque sur ce qui a été dit. Il y a une trentaine d'années, j'étais jeune étudiant en économie, et on nous vaccinait avec le poncif suivant : toute entreprise qui veut croître est condamnée à devenir une entreprise financière. C'était un sujet qui tombait régulièrement. Je ne trancherai pas la discussion ; cela étant, on a vraiment le sentiment qu'il n'y a pas une vérité, une seule doctrine. Il y a des corps de doctrine, et en fonction de l'environnement dans lequel on évolue, et des situations, et des degrés de profondeur des crises, les solutions sont différentes.



## IL FAUT REVENIR VERS LES TERRITOIRES ET REPENSER LA DÉCENTRALISATION



Sur l'aspect européen des choses, si historiquement c'est plutôt une Europe des marchands qui s'est créée, aujourd'hui il faut évoluer. L'Europe des individus, l'Europe sociale – on mettra le terme que l'on veut derrière –, me semble une évolution absolument naturelle. Enfin, je crois qu'il faut revenir vers les territoires. Cela implique probablement également de repenser la décentralisation, pour conforter les acteurs locaux et non pas pour leur retirer des prérogatives.

# DÉBAT

## Faut-il nationaliser les banques ?

**Caroline Chevasson**  
Conseillère du directeur  
de la recherche technologique,  
Commissariat à l'énergie  
atomique



Que pensez-vous de l'idée de nationaliser les banques ? Est-ce que cela vous paraît raisonnable, utile ?

**Paul Jorion**

Une nationalisation des banques est une solution de dernier recours. Il faut à ce moment-là savoir si c'est une nationalisation provisoire ou si on décide simplement de retirer les banques du secteur marchand, c'est-à-dire qu'elles fonctionneraient plutôt comme un établissement d'ordre public, qui ne vise pas à la constitution de bénéfices. Les deux fonctions essentielles de la banque sont le crédit – faire se rencontrer les capitaux qui sont disponibles et ceux qui sont disposés à les emprunter – et l'assurance, qui est essentiellement liée à la taille de l'établissement par rapport à quelqu'un qui, lui, peut s'assurer contre un risque

individuel. On a vu s'ajouter, et c'est la question qui se pose dans le cadre de ce qu'était autrefois le Glass-Steagall Act aux États-Unis, la séparation entre les activités de ce type-là et les activités spéculatives. Je ne suis pas partisan d'une réintroduction de mesures de ce genre. L'activité spéculative ne me semble absolument pas nécessaire, et dans les conditions dans lesquelles nous sommes, il me paraît préférable de l'éliminer.

## Réinstaurer un ordre monétaire international

Cela dit, le cadre général dans lequel il faut poser à mon sens le problème général de ce qui est en train de se passer, c'est un cadre différent dont nous n'avons pas encore parlé. C'est le fait que l'ordre monétaire international s'est écroulé en 1971. Nous avons essayé, en 1944, dans le cadre de Bretton Woods, de recréer un ordre monétaire international. Il y avait deux propositions, comme vous le savez : celle de M. Dexter White, qui était représentant des États-Unis, et celle du représentant de la Grande-Bretagne, M. John Maynard Keynes. Nous avons adopté la proposition américaine, car à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, l'économie des États-Unis représentait 70 % de la richesse mondiale. On a fait du dollar la monnaie internationale de référence, avec une parité dollar-or (39 dollars pour une once d'or). Cela n'a plus été tenable à partir des années 1970 ; la France a exigé qu'on lui rende de l'or contre des dollars, la Suisse également. Les États-Unis ont alors dénoncé l'accord.

Depuis, nous vivons sur cette lancée, c'est-à-dire que les États-Unis financent leur déficit à partir de la richesse qui est créée dans le reste du monde.

Cela ne peut pas durer éternellement, et il faut que nous remettons cette situation en cause. La Chine le demande comme la France. Il est impératif que nous sortions par le haut des difficultés dans lesquelles nous nous trouvons actuellement. Cette sortie par le haut ne peut passer que par la réinstauration d'un ordre monétaire international. La question de la nationalisation des banques ne peut être posée que dans ce cadre-là.

**Guy Sorman**

Premièrement, rien dans la situation des banques françaises ne justifie une mesure aussi extrême. Deuxièmement, les banques françaises ont déjà été nationalisées, la dernière fois entre 1981 et 1986. Je ne pense pas que cela ait vraiment changé la nature de l'économie française, mais cela a quand même été le couvert des plus grandes turpitudes financières que les contribuables ont dû régler. Donc nationaliser une banque, cela a déjà été fait, et en général c'est le meilleur moyen pour créer de la corruption au sein du système. Quant au système monétaire international, il est très imparfait, comme l'économie en général. Depuis 1971, date comme vous le dites de la disparition du système de Bretton Woods, la richesse mondiale a été multipliée par vingt. Ce qui m'intéresse, c'est l'enrichissement individuel et l'enrichissement des peuples. Je constate que le système monétaire international,

bordélique tel qu'il est, a permis l'enrichissement de la planète.

**Paul Jorion**

D'abord, on ne sait pas dans quel état serait la planète si on avait eu un autre système. Rien ne prouve qu'on ne serait pas dans un bien meilleur état maintenant qu'on ne l'est en ce moment. Dire que l'état dans lequel on se trouve montre que cela a très bien marché, je n'en suis absolument pas convaincu, et une majorité de la population en France ne l'est pas non plus.

Par ailleurs, on ne peut pas citer le Crédit Lyonnais à chaque fois et dans chaque discussion où se pose la question de savoir si le service que la banque commerciale offre doit être un service public ou un service commercial. La preuve par l'exemple unique n'est pas valide, Aristote l'a déjà démontré.

**Nicolas Rossignol**

*Une personne de la salle m'a fait parvenir une question écrite,*

*qui comprend sa réponse : « M. Sorman a dit que les crises se succèdent inéluctablement et qu'il ne faut pas s'affoler outre mesure, que l'innovation va nous sortir de ce léger faux pas, comme d'habitude. Est-ce que M. Jorion*

**Paul Jorion**

Ce que vous pouvez retenir de mon intervention, c'est ce que cette personne vient d'écrire, et dont je voudrais qu'on fasse un billet sur mon blog.



## EN ÉCONOMIE, C'EST L'ENTREPRENEUR QUI NOUS SORT DE L'ORNIÈRE



*peut nous confirmer le fait que la technologie et la science vont nous faire sortir toutes seules du marasme actuel ? Sa réponse va sans doute être non. Dès lors, la seule solution semble être la décroissance mondiale, la relocalisation sur les territoires dans le respect des ressources naturelles. » C'est une question-conclusion. Et justement, en conclusion, que doit-on retenir de tout ce que vous nous avez dit ?*

**Guy Sorman**

Je commence à avoir l'âge où on a vécu plusieurs crises, et très franchement, je pense que celle-ci est saine, dans la mesure où elle va conduire la classe politique à réfléchir sur son propre rôle et sur sa relation avec l'entrepreneur. Au bout du compte, en économie, c'est l'entrepreneur qui nous sort de l'ornière.







pen  
internet-TV-téléphone + mobile

nouvelle gamme Open à partir de **49,90 €/mois<sup>(1)</sup>** :  
votre maison est connectée en un seul abonnement

boutique Orange, [orange.fr](http://orange.fr)

la vie change avec 

**Engagement de 24 mois. Tarif de l'offre en gardant votre mobile. Livebox en location à 3€/mois ou à l'achat.**

**Offre soumise à conditions, valable en France métropolitaine du 6/10/11 au 23/11/11, accessible sous réserve d'éligibilité. Réserve aux particuliers. Avec un engagement de 12 mois pour 5€ de plus par mois. Conditions en point de vente.** Internet : débit IP jusqu'à 20 mégas, selon l'offre détenue. Débit internet dédié de 512 kbits/s jusqu'à 20 Mbits/s en débit descendant et jusqu'à 800 kbits/s en débit remontant avec Livebox compatible. TV : sous réserve d'éligibilité, débit dédié TV jusqu'à 4 Mbits/s. Mobile : sur réseaux et terminaux compatibles. **(1)** Offre sans mobile associé et non compatible avec le programme "changer de mobile". Également disponible auprès du service clients Orange pour les clients qui souhaitent changer d'offre et dont la durée d'engagement est arrivée à son terme.